

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1811

[C – 2001/27393]

28 JUIN 2001. — Décret modifiant le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne est remplacé par le texte suivant :

« Article 1^{er}. Le présent décret règle principalement des matières visées à l'article 39 de la Constitution. En outre, les §§ 3 et 4 de l'article 5 et l'article 5*bis* règlent, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Au sens du présent décret, il faut entendre par le CRAC, le compte régional pour l'assainissement des communes et des provinces ouvert auprès de l'institution financière contractante. »

Art. 2. A l'article 5 du même décret, entre le § 2 et le § 3, sont intégrés les deux §§ suivants :

« § 3. De l'accord du Gouvernement wallon, le Centre est habilité à assurer le financement de grandes infrastructures sportives et d'infrastructures spécifiques de haut niveau, telles que définies aux sections 2 et 3 du chapitre II du décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, qui ont pour maître d'ouvrage une commune, une province ou une association de communes. Ce mode de financement s'effectue en dérogation avec le mode de liquidation des subventions visé dans le décret précité.

§ 4. De l'accord du Gouvernement wallon, le Centre est habilité à assurer, au bénéfice des communes, des provinces, des associations de communes, des établissements d'utilité publique, des centres publics d'aide sociale, des associations créées en vertu du chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, des associations sans but lucratif et des sociétés à finalité sociale, le financement des investissements subventionnés en application de :

1° l'article 46 de la loi sur les hôpitaux coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987, à l'exception des investissements réalisés par les hôpitaux universitaires et par les centres hospitaliers psychiatriques créés par le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne;

2° la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées;

3° l'article 15, 3°, du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées.

Ce mode de financement s'effectue en dérogation avec le mode de liquidation des subventions visé dans les législations précitées. »

Art. 3. A l'article 5 du même décret, le § 3 devient le § 5.

Art. 4. Un article 5*bis* rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Art. 5*bis*. – Aux fins de l'exécution des missions confiées au Centre par l'article 5, §§ 3 et 4, du présent décret, le Centre est autorisé à conclure une convention de financement avec tout organisme financier. A la date de publication du décret du 28 juin 2001, modifiant le décret du 23 mars 1995 portant création d'un centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, le Centre est autorisé à succéder à la Région wallonne dans le cadre d'une procédure d'attribution du marché qu'elle aurait initiée. »

Art. 5. L'article 8, § 1^{er}, du même décret est remplacé par le texte suivant :

« Art. 8. – § 1^{er}. Il est créé un comité d'orientation composé comme suit :

1° le Ministre ayant le budget dans ses attributions ou son délégué;

2° le Ministre ayant la tutelle des pouvoirs locaux dans ses attributions ou son délégué;

3° le Ministre ayant les infrastructures sportives dans ses attributions ou son délégué;

4° le Ministre ayant l'aide aux personnes ou la santé dans ses attributions ou son délégué;

- 5° le Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne qui en assure la présidence;
- 6° le Directeur général de la Direction générale des Pouvoirs locaux;
- 7° le Directeur général de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé;
- 8° l'Inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne;
- 9° un Inspecteur des Finances désigné par le Gouvernement wallon;
- 10° sept délégués de l'Union des villes et communes de Wallonie, dont les membres du bureau ou leurs délégués;
- 11° deux délégués de l'Association des provinces.

Le fonctionnaire dirigeant et les fonctionnaires dirigeants adjoints du Centre assistent au comité d'orientation avec voix consultative. »

Art. 6. A l'article 16*bis* du même décret, les mots « des paragraphes 1^{er}, 1^{er bis} et 2 sont supprimés ».

Art. 7. Dans les matières visées à l'article 5, § 4, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, le Centre est habilité à procéder au paiement des subsides qui, avant le 1^{er} janvier 2001, ont fait l'objet d'une promesse ferme de subside ou qui sont repris dans un programme d'investissements approuvé par le Gouvernement wallon. A cette fin, le Centre est autorisé à conclure une convention de financement avec tout organisme financier conformément à l'article 5*bis* du même décret.

Art. 8. Le présent décret produit ses effets au 1^{er} janvier 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 juin 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
M. ARENA

—
Note

(1) Session 2000-2001.

Documents du Conseil 237 (2000-2001) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance publique du 20 juin 2001.

Discussion. — Vote.

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 1811

[C — 2001/27393]

28. JUNI 2001 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 1 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Artikel 1 - Das vorliegende Dekret regelt hauptsächlich gewisse in Artikel 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheiten. In Anwendung von Artikel 138 der Verfassung regeln außerdem die §§ 3 und 4 des Artikels 5 sowie Artikel 5*bis* gewisse in Artikeln 127 und 128 der Verfassung erwähnte Angelegenheiten.

Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter «CRAC» das regionale Konto für die Sanierung der mit Schulden belasteten Gemeinden, das bei dem vertragschließenden Finanzinstitut eröffnet wurde.»

Art. 2 - In Artikel 5 desselben Dekrets werden die beiden folgenden Paragraphen zwischen § 2 und § 3 eingefügt:

«§ 3. Mit dem Einverständnis der Wallonischen Regierung ist das Zentrum befugt, die Finanzierung von großen Sportinfrastrukturen und von spezifischen hochrangigen Infrastrukturen zu gewährleisten, wie sie in Abschnitten 2 und 3 von Kapitel II des Dekrets vom 25. Februar 1999 über die Zuschüsse, die für gewisse Investitionen in Sachen Sportinfrastrukturen gewährt werden, die eine Gemeinde, eine Provinz oder eine Gemeindevereinigung als Bauherr haben, bestimmt sind. Dieses Finanzierungsverfahren weicht vom im vorgenannten Dekret erwähnten Verfahren zur Auszahlung der Zuschüsse ab.

§ 4. Mit dem Einverständnis der Wallonischen Regierung ist das Zentrum befugt, die Finanzierung der bezuschussten Investitionen zugunsten der Gemeinden, der Provinzen, der Gemeindevereinigungen, der Einrichtungen öffentlicher Nutzbarkeit, der öffentlichen Sozialhilfzentren, der gemäß Kapitel II des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren errichteten Vereinigungen, der Vereinigungen ohne Erwerbszweck und der Unternehmen mit sozialer Zielsetzung zu gewährleisten, und zwar in Anwendung von:

1° Artikel 46 des durch den Königlichen Erlass vom 7. August 1987 koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser, mit Ausnahme der Investitionen, die durch die Universitätskrankenhäuser und die psychiatrischen Krankenhäuser, die durch das Dekret vom 6. April 1995 über die Verwaltung der psychiatrischen Kliniken der Wallonischen Region errichtet sind, vorgenommen werden;

2° dem Gesetz vom 22. März 1971, durch das Zuschüsse für den Bau von Erholungsheimen für Betagte gewährt werden;

3° Artikel 15, 3°, des Dekrets vom 6. April 1995 über die Eingliederung von Personen mit Behinderung.

Dieses Finanzierungsverfahren weicht vom im vorgenannten Dekret erwähnten Verfahren zur Auszahlung der Zuschüsse ab.»

Art. 3 - § 3 von Artikel 5 desselben Dekrets wird § 5.

Art. 4 - Ein Artikel *5bis* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Dekret eingefügt:

«Art. *5bis* - Zwecks der Ausführung der durch Artikel 5, §§ 3 und 4, des vorliegenden Dekrets dem Zentrum anvertrauten Aufgaben wird das Zentrum erlaubt, ein Finanzierungsabkommen mit irgendwelcher Kreditanstalt abzuschließen. Am Datum der Veröffentlichung des Dekrets vom 28. Juni 2001 zur Abänderung des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfenzentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, wird das Zentrum erlaubt, der Wallonischen Region im Rahmen eines Verfahrens zur Vergabe eines Auftrags, das sie eingeleitet hätte, nachzufolgen.»

Art. 5 - Artikel 8, § 1, desselben Dekrets wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 8 - § 1. Ein Orientierungsausschuss wird gegründet, der sich folgendermaßen zusammensetzt:

1° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, oder sein Stellvertreter;

2° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Aufsicht gegenüber den lokalen Behörden gehört, oder sein Stellvertreter;

3° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sportinfrastrukturen gehören, oder sein Stellvertreter;

4° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Pflege von Personen oder die Gesundheit gehört, oder sein Stellvertreter;

5° der Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region, der den Vorsitz des Ausschusses übernimmt;

6° der Generaldirektor der Generaldirektion der lokalen Behörden;

7° der Generaldirektor der Generaldirektion der sozialen Maßnahmen und der Gesundheit;

8° der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region;

9° ein von der Wallonischen Regierung benannter Finanzinspektor;

10° sieben Vertreter der «Union des villes et communes de Wallonie» (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie), worunter die Vorstandsmitglieder oder deren Stellvertreter;

11° zwei Vertreter der «Association des provinces» (Vereinigung der Provinzen).

Der leitende Beamte und die beigeordneten leitenden Beamten wohnen den Sitzungen des Orientierungsausschusses mit beratender Stimme bei.»

Art. 6 - In Artikel *16bis* desselben Dekrets werden die Wörter «§§1, *1bis* und 2» gestrichen.

Art. 7 - In den Angelegenheiten, die in Artikel 5, § 4, des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfenzentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, erwähnt sind, ist das Zentrum befugt, die Zahlung der Zuschüsse vorzunehmen, die vor dem 1. Januar 2001 Gegenstand einer definitiven Zuschusszusage gewesen sind oder die in einem von der Wallonischen Regierung genehmigten Investierungsprogramm aufgenommen sind. Zu diesem Zweck wird das Zentrum erlaubt, gemäß Artikel *5bis* desselben Dekrets ein Finanzierungsabkommen mit irgendwelcher Kreditanstalt abzuschließen.

Art. 8 - Das vorliegende Dekret wird am 1. Januar 2001 wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 28. Juni 2001.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
J.-M. SEVERIN

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
M. ARENA

—
Note

(1) Sitzung 2000-2001.
Dokumente des Rats 237 (2000-2001) Nr. 1 bis 5.
Ausführliches Sitzungsprotokoll - öffentliche Sitzung vom 20. Juni 2001.
Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2001 — 1811

[C – 2001/27393]

28 JUNI 2001. — Decreet tot wijziging van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, wordt gewijzigd als volgt :

« Artikel 1. Dit decreet regelt hoofdzakelijk de in artikel 39 van de Grondwet bedoelde aangelegenheden. Bovendien regelen §§ 3 en 4 van artikel 5 en artikel 5bis, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in artikelen 127 en 128 daarvan.

In de zin van dit decreet dient onder "CRAC" te worden verstaan : de gewestelijke rekening voor de sanering van de financiën van gemeenten en provincies geopend bij de contracterende financiële instelling. »

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende twee paragrafen ingevoegd tussen § 2 en § 3 :

« § 3. Met instemming van de Waalse Regering is het Centrum ertoe gemachtigd om te zorgen voor de financiering van grote sportinfrastructuren en specifieke topinfrastructuren, zoals bedoeld in afdelingen 2 en 3 van hoofdstuk II van het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur, waarvan de opdrachtgever een gemeente, een provincie of een vereniging van gemeenten is. Die wijze van financiering wordt uitgevoerd in afwijking van de in het bovenvermelde decreet bedoelde wijze van vereffening van de toelagen.

§ 4. Met instemming van de Waalse Regering is het Centrum ertoe gemachtigd om, ten bate van de gemeenten, provincies, verenigingen van gemeenten, instellingen van openbaar nut, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, verenigingen opgericht overeenkomstig hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, verenigingen zonder winstoogmerk en vennootschappen met sociaal oogmerk, te zorgen voor de financiering van de investeringen gesubsidieerd overeenkomstig :

1° artikel 46 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987, met uitzondering van investeringen gedaan door de universitaire ziekenhuizen en de psychiatrische ziekenhuizen opgericht bij het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest;

2° de wet van 22 maart 1971 tot subsidiëring van de bouw van rustoorden voor bejaarden;

3° artikel 15, 3°, van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen.

Die wijze van financiering wordt uitgevoerd in afwijking van de wijze van vereffening van de in voornoemde wetgevingen bedoelde toelagen. »

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt § 3, § 5.

Art. 4. Een artikel *5bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde decreet :

« Art. *5bis*. Ter uitvoering van de opdrachten opgedragen aan het Centrum bij artikel 5, §§ 3 en 4, van voorliggend decreet, is het Centrum ertoe gemachtigd om een financieringsovereenkomst aan te gaan met elke financiële instelling. Op de datum van bekendmaking van het decreet van 28 juni 2001 tot wijziging van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, is het Centrum ertoe gemachtigd om in de plaats van het Waalse Gewest te treden in het kader van een door laatstgenoemde ingestelde procedure m.b.t. de gunning van de opdracht. »

Art. 5. Artikel 8, § 1, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 8. § 1. Er wordt een oriëntatiecomité opgericht dat samengesteld is uit :

1° de Minister bevoegd voor de begroting of zijn afgevaardigde;

2° de Minister bevoegd voor het toezicht over plaatselijke besturen of zijn afgevaardigde;

3° de Minister bevoegd voor sportinfrastructuur of zijn afgevaardigde;

4° de Minister bevoegd voor de personenzorg of de gezondheid of zijn afgevaardigde;

5° de Secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest, die het voorzitterschap waarneemt;

6° de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen;

7° de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

8° de Inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

9° een Inspecteur van financiën aangewezen door de Waalse Regering;

10° zeven afgevaardigden van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten), met o.a. de leden van het bureau of hun afgevaardigden;

11° twee afgevaardigden van de "Association des provinces" (Vereniging van de Provincies).

De leidende ambtenaar en de leidende adjunct-ambtenaren van het Centrum wonen de vergaderingen van het oriëntatiecomité met raadgevende stem bij. »

Art. 6. In artikel *16bis* van hetzelfde decreet worden de woorden "van paragrafen 1, *1bis* en 2" geschrapt.

Art. 7. Wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 4, van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, is het Centrum ertoe gemachtigd om de subsidies te betalen waarvoor een vaste subsidiebelofte werd gemaakt vóór 1 januari 2001 of die opgenomen zijn in een door de Waalse Regering goedgekeurd investeringsprogramma. Te dien einde is het Centrum ertoe gemachtigd om een financieringsovereenkomst aan te gaan met elke financiële instelling, overeenkomstig artikel *5bis* van hetzelfde decreet.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 juni 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
J.-M. SEVERIN

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
T. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,
M. ARENA

—
Nota

(1) Zitting 2000-2001.

Stukken van de Raad 237 (2000-2001) nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 20 juni 2001.

Bespreking. — Stemming.